

L'acheteur n'existe pas

Pourquoi la technologie climatique ne bute pas sur la technique mais sur la demande

En un coup d'oeil

Deux branches de la technologie climatique qui n'ont rien à voir l'une avec l'autre présentent exactement la même forme. Dans l'élimination du carbone, une seule entreprise, Microsoft, représentait au 13 avril 2026 78,5% de toutes les tonnes contractées rendues publiques, et parmi les entreprises qui ont levé du capital privé, 12% ont déjà fait annuler une tonne. Dans l'hydrogène, la production annoncée pour 2030 est passée en deux ans de 49 à 27 millions de tonnes par an, alors que les contrats fermes d'enlèvement couvrent ensemble moins de 2 millions de tonnes: environ 5% de ce que les annonces promettaient. Dans les deux cas, l'investissement a augmenté tandis que le pipeline se contractait, ce qui signifie que le capital n'est pas le goulot et la technique pas davantage. Il n'y a pas d'acheteur. Depuis 2026, la politique se déplace donc du soutien aux producteurs vers l'obligation de la demande, et la première facture pour cela ne tombe qu'en septembre 2027.

78,5%

Part d'une seule entreprise dans toutes les tonnes contractées d'élimination durable du carbone rendues publiques, état au 13 avril 2026 (CDR.fyi)

Avant-propos

La technologie climatique est presque toujours abordée comme une question de technique. L'électrolyseur fonctionne-t-il, la courbe de coût baisse-t-elle, le stockage tient-il mille ans. Ce rapport porte sur la possibilité que ces questions soient les mauvaises, et que la contrainte véritable se trouve ailleurs: de l'autre côté de la transaction, chez quelqu'un qui devrait payer et qui n'existe pas.

L'occasion est qu'il s'est entre-temps écoulé assez de temps pour mesurer. La technologie climatique vit d'annonces, et une annonce ne peut être jugée qu'une fois la date qu'elle contient dépassée. Pour ce rapport, il a été fait appel aux Global Hydrogen Reviews de l'Agence internationale de l'énergie de 2025 et 2026, au reporting de marché de CDR.fyi sur l'élimination durable du carbone, à l'enquête de prix de CDR.fyi avec OPIS, et aux textes et données du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières. Là où un chiffre provient de la déclaration d'une entreprise plutôt que d'une mesure, cela est indiqué.

Le contenu vaut au 17 juillet 2026. Les chiffres de ce rapport changent chaque trimestre et les dates politiques les plus importantes se situent en 2027.

Venture Campus

01 Deux secteurs, la même forme

L'hydrogène et l'élimination du carbone ont peu en commun. L'un est une molécule produite industriellement depuis un siècle et qui doit devenir plus propre; l'autre est un service qui ne livre rien de physique et qui n'existait pas il y a vingt ans. L'un demande des gigawatts et des pipelines; l'autre demande de la biomasse, de la roche ou des ventilateurs. Ils ne partagent ni fournisseur, ni norme, ni régulateur, ni client.

Pourtant, leurs chiffres dessinent la même figure. Dans les deux secteurs, un grand chiffre d'annonces fait face à un petit chiffre d'unités livrées. Dans les deux secteurs, l'investissement a augmenté ces deux dernières années tandis que le pipeline se contractait. Et dans les deux secteurs, l'analyse la plus récente du secteur lui-même désigne la même cause: trop peu de parties s'engagent à prendre le produit.

Le produit n'est pas meilleur pour l'acheteur. Il est meilleur pour tout le monde ensemble, et c'est une autre phrase avec d'autres conséquences.

Ce n'est pas un hasard et ce n'est pas non plus un complot. C'est ce qui arrive avec un produit qui internalise un coût externe. Un électrolyseur fait de l'hydrogène plus cher que l'hydrogène issu du gaz naturel; la différence est précisément l'émission évitée. Une tonne de dioxyde de carbone éliminée ne rapporte rien à l'acheteur, sinon le dommage évité. Dans les deux cas, le produit n'est pas meilleur pour l'acheteur. Il est meilleur pour tout le monde ensemble, et c'est une autre phrase avec d'autres conséquences.

Pour un marché, cela signifie quelque chose d'inconfortable: il n'y a pas d'acheteur naturel. La demande doit être fabriquée, par un prix sur le coût externe ou par une obligation, et jusque-là tout le secteur est suspendu à des parties qui paient volontairement plus qu'elles ne doivent. Ce peuvent être des entreprises avec un objectif climatique, des pouvoirs publics avec un programme, ou une seule entreprise avec un bilan et une promesse.

Le reste de ce rapport met les deux séries côte à côte et regarde ensuite l'instrument qui devrait résoudre cela en Europe. L'ordre est voulu: d'abord les chiffres, puis l'explication, puis la question de savoir si la politique va dans le bon sens.

Source : Agence internationale de l'énergie, Global Hydrogen Review 2025 et Global Hydrogen Review 2026 · CDR.fyi, Durable CDR Market Update, présenté à Carbon Unbound East Coast, New York, 19 mai 2026

02 Hydrogène: de 49 à 27

L'Agence internationale de l'énergie publie chaque année un aperçu de tous les projets annoncés d'hydrogène bas carbone dans le monde, avec la production potentielle en 2030 comme mesure. Cette série est la meilleure image disponible de ce que le secteur promet, et elle baisse maintenant deux années de suite. Dans la Global Hydrogen Review 2024, la production

potentielle pour 2030 s'établissait à 49 millions de tonnes par an. Dans l'édition 2025, c'était 37 millions de tonnes. Dans l'édition 2026, c'est 27 millions de tonnes.

C'est presque une réduction de moitié en deux ans, et la cause est une combinaison d'annulations, de projets temporairement à l'arrêt et de retards qui poussent la livraison au-delà de 2030. Plus de 80% de la baisse se situe chez les projets basés sur l'électrolyse, donc chez l'hydrogène vert, où selon l'AIE la hausse des coûts du capital et des prix élevés de l'électricité ont rendu le surcoût intenable pour beaucoup de développeurs. L'AIE remarque que plus de 100 gigawatts de capacité d'électrolyse annoncée perdent toute chance de tourner en 2030 si une décision d'investissement ne tombe pas avant fin 2027.

Ce qui tient debout est petit et croît lentement. La production engagée a augmenté de 3% pour atteindre 4,3 millions de tonnes à l'horizon 2030, et elle peut dépasser 6 millions de tonnes si des projets ayant une forte chance de fonctionner avant 2030 obtiennent une décision d'investissement en 2026 ou 2027. Les nouvelles décisions d'investissement sont tombées sous 0,8 million de tonnes par an en 2025, après deux ans autour de 1 million de tonnes. Dans l'édition 2025, l'AIE calculait que les projets ayant une décision d'investissement représentaient 9% de tout le pipeline jusqu'en 2030.

Le rapport au marché existant remet cela en perspective. Le monde a utilisé en 2024 environ 100 millions de tonnes d'hydrogène. L'hydrogène bas carbone a atteint en 2025 environ 1 million de tonnes et reste ainsi sous 1% de la production mondiale, malgré un doublement depuis 2020. L'usage dans les raffineries et les aciéries, les secteurs qui en ont le plus besoin selon tous les scénarios, est quasi inexistant.

La tentation d'en faire un récit de bulle qui éclate est grande, et l'AIE la refuse explicitement. Elle souligne que la phase précoce d'une technologie connaît habituellement des périodes fortes et lentes en alternance, que depuis 2020 plus de deux cents projets de production ont obtenu une décision d'investissement là où il n'y avait alors qu'une poignée de démonstrations, et que le plus grand électrolyseur est passé de 30 mégawatts en 2021 à un projet de 500 mégawatts mis en service en Chine en 2025. Il se passe donc bel et bien quelque chose. Seulement pas ce qui avait été promis.

Source : Agence internationale de l'énergie, Global Hydrogen Review 2026, chapitre Production, publié en juin 2026 · Agence internationale de l'énergie, Global Hydrogen Review 2025, Executive Summary et Five key questions about hydrogen, septembre 2025 · AIE, Low-emissions hydrogen projects are set to grow strongly despite wave of cancellations and persistent challenges, communiqué

03 Le chiffre qui l'explique

Une phrase de la Global Hydrogen Review 2025 explique toute la série du chapitre précédent, et elle ne figure pas dans le résumé. Les accords fermes cumulés d'enlèvement d'hydrogène bas carbone totalisent moins de 2 millions de tonnes par an. C'est environ 5% de la production potentielle que les projets annoncés pourraient atteindre en 2030. L'AIE écrit elle-même que l'incertitude sur la demande peut mettre tout le secteur en danger, parce que les producteurs ont besoin d'acheteurs fiables pour justifier de gros investissements.

Mettez ces 5% à côté de ce qui s'est bel et bien passé. Les dépenses d'investissement dans les projets d'hydrogène bas carbone ont atteint en 2025 presque 7 milliards de dollars, soit presque un doublement par rapport à 2024, et elles iraient vers 10 milliards de dollars en 2026. Les

investissements dans l'électrolyse ont dépassé ceux dans le captage de carbone. L'investissement a donc augmenté tandis que le pipeline se contractait. C'est précisément le schéma que vous attendez quand l'argent n'est pas le goulot.

Le secteur savait construire et savait financer. Le secteur ne savait pas vendre.

Le capital-risque l'a vu avant les autres. Le capital-risque pour l'hydrogène a baissé en 2025 tant en absolu qu'en part du capital-risque de l'énergie, d'un sommet de 13% en 2023 à 4% en 2025. De ce reliquat, presque un quart est allé à l'aviation. Les financiers de la première heure sont sortis d'un secteur dont les volumes annoncés restaient impressionnants, et c'est un signal informatif.

Il y a encore une raison structurelle en dessous. Pour un grand groupe de projets, l'affaire tient à l'exportation: selon l'AIE, 80% de ces projets visent des marchés d'exportation. Cela signifie que l'acheteur ne doit pas seulement exister ailleurs, mais aussi disposer d'un port, d'un navire, d'un vecteur et d'un accord de prix. Chacun de ces maillons est lui-même une annonce qui attend un acheteur.

Le résumé de ce chapitre tient en une ligne. Le secteur savait construire, le secteur savait financer, et le secteur ne savait pas vendre. Cinq pour cent de couverture n'est pas un contretemps; c'est la preuve que le côté de la transaction d'où l'argent doit venir n'a jamais été bâti.

5%

Part de la production d'hydrogène annoncée pour 2030 qui est couverte par des accords fermes d'enlèvement (AIE, Global Hydrogen Review 2025)

Source : Agence internationale de l'énergie, Global Hydrogen Review 2025, Five key questions about hydrogen, septembre 2025 · Agence internationale de l'énergie, Global Hydrogen Review 2026, Investment and innovation, juin 2026

04 Élimination du carbone: un seul acheteur

L'élimination durable du carbone est un marché plus jeune et il est mieux mesuré, car CDR.fyi tient à jour chaque transaction rendue publique. Cela permet de poser une question qui serait impolie dans la plupart des secteurs: qui achète cela au juste.

La réponse, à l'état du 13 avril 2026, est une seule entreprise. Microsoft se situe à 36 439 157 tonnes, soit 78,5% de toutes les tonnes contractées rendues publiques. Les acheteurs liés à Frontier prennent 1 841 384 tonnes, soit 4,0%. Tous les autres acheteurs ensemble, chaque entreprise, chaque pouvoir public et chaque compagnie aérienne au monde, prennent 8 167 880 tonnes, soit 17,5%. Jusqu'ici, 259 fournisseurs ont vendu du crédit sur le marché volontaire.

Le trimestre le plus récent est à la fois le meilleur et le plus clair. Le premier trimestre de 2026 a été le plus grand de tous les temps avec 2,3 millions de tonnes contractées, soit environ 560% du premier trimestre de 2025. Microsoft a mené le trimestre avec un accord d'un million de

tonnes, tandis que plus de 113 autres acheteurs contractaient ensemble 1,3 million de tonnes. Ce dernier chiffre est le troisième volume hors Microsoft le plus élevé jamais atteint, et il est composé de plus de cent parties face à une seule.

Il y a un chiffre dans la série qui rend la dépendance encore plus nette. Les intermédiaires ont facilité 74% des tonnes contractées durant ce trimestre, la part la plus élevée des données de CDR.fyi. Un marché dans lequel trois quarts du volume passent par des intermédiaires n'est pas un marché où acheteurs et vendeurs se trouvent.

Ce que cela est dépend de la manière dont vous le lisez, et les deux lectures se défendent. Vous pouvez dire qu'une seule entreprise a démarré à elle seule une industrie qui autrement n'existerait pas, et c'est vrai et cela mérite du crédit. Vous pouvez aussi dire qu'un secteur dans lequel 78,5% de la demande tient à un seul bilan n'est pas un marché mais une relation client. Ce que vous ne pouvez pas dire, c'est que la demande est largement portée.

Source : CDR.fyi, Durable CDR Demand Structure Snapshot, état au 13 avril 2026 · CDR.fyi, rapport de marché du premier trimestre 2026, publié en mai 2026 · Carbon Herald, compte rendu du rapport CDR.fyi du premier trimestre 2026, 20 mai 2026

05 Contracté n'est pas livré

À côté de la question de savoir qui achète se pose celle de ce qui a été livré. Cette distinction n'est pas un détail sur ce marché: un contrat pour une élimination en 2032 et une tonne qui est aujourd'hui dans le sol figurent dans des colonnes différentes et sont le plus souvent traités comme la même chose dans les communiqués.

En décembre 2025, le marché a franchi pour la première fois le million de tonnes de livraisons cumulées. Mettez cela à côté des quelque 46 millions de tonnes contractées à ce moment. Le premier trimestre de 2026 a été le deuxième meilleur trimestre de tous les temps tant pour les livraisons que pour les annulations, avec 145 000 tonnes livrées et un peu plus de 100 000 tonnes annulées, et les livraisons étaient de 67% supérieures à l'année précédente. Dans ce même trimestre, 2,3 millions de tonnes ont été contractées. Le rapport entre ce qui est promis et ce qui arrive est d'environ seize contre un.

Les acheteurs hors des deux plus grands représentent 17% des contrats et 94% des tonnes réellement annulées.

Le chiffre le plus tranchant sur cet écart vient de l'analyse d'investissement que CDR.fyi a publiée le 8 janvier 2026. Parmi les entreprises qui ont levé du capital privé, environ 55% ont déjà vendu du crédit carbone, 24% ont déjà livré des tonnes, et 12% ont déjà fait annuler des tonnes. Une majorité des entreprises financées a donc obtenu une traction commerciale via la vente de crédit; bien moins sont arrivées à la livraison, et une sur huit à l'acte autour duquel tourne tout le produit.

Il y a dans les données une inversion que personne n'attendait. Les acheteurs hors Microsoft et Frontier représentent 17% des tonnes contractées, mais 90% des tonnes livrées et 94% des tonnes annulées. Les petits acheteurs reçoivent donc quasi toutes les vraies tonnes, tandis que les grands contrats sont des promesses pour les années trente. Qui regarde les titres voit les méga-transactions. Qui regarde le registre voit que les tonnes viennent d'ailleurs.

Les méthodes racontent la même histoire du point de vue de la technique. L'élimination du carbone à base de biomasse a représenté en 2025 96% du volume d'achat et 91% du volume livré, avec le BECCS en tête des achats et le biochar en tête des livraisons. Au premier trimestre de 2026, le biochar représentait plus de neuf tonnes contractées sur dix et les cinq plus grandes transactions. Le marché ne choisit pas la meilleure méthode. Il choisit la méthode qui peut livrer une tonne aujourd'hui.

Source : CDR.fyi, Investment Landscape in Carbon Removal 2026, 8 janvier 2026 · CDR.fyi, Durable CDR Market Update, 19 mai 2026 · CDR.fyi, rapport de marché du premier trimestre 2026, mai 2026 · Carbon Herald, CDR In 2025: The Shifts And Strides That Redefined The Sector, 17 décembre 2025

06 Pourquoi le prix n'est pas le problème

L'explication habituelle d'un marché qui ne décolle pas est que le produit est trop cher. Dans l'élimination du carbone, cette explication est vérifiable, car CDR.fyi et OPIS interrogent chaque année acheteurs et fournisseurs sur leurs attentes de prix. Le résultat de 2026 est plus nuancé que ne le permet l'explication.

L'écart entre ce que les acheteurs veulent payer et ce que les fournisseurs attendent s'est resserré, d'une moyenne de 107 dollars par tonne en 2025 à 98 dollars par tonne en 2026. Les répondants s'attendent à ce que cet écart baisse encore vers environ 48 dollars par tonne d'ici 2030 sur le marché interrogé. C'est un signe que le marché apprend: les parties réagissent à de vraies transactions, à l'expérience de livraison et à des structures de coûts plus claires par méthode.

En même temps tombe un chiffre qui a servi de repère pendant des années. Cent dollars par tonne était la règle empirique de l'endroit où l'élimination du carbone devrait un jour atterrir. L'enquête de 2026 suggère que l'élimination durable du carbone n'atteindra vraisemblablement pas largement cent dollars d'ici 2030. Cela ne veut pas dire que cela devient plus cher; cela veut dire que le marché n'a aucun prix d'équilibre unique, mais une série de méthodes avec leurs propres structures de coûts, risques, délais et contraintes d'offre.

Plus important pour ce rapport: l'écart de prix n'explique pas l'écart de livraison. Si le prix était le goulot, vous verriez peu de contrats et beaucoup de livraisons sur les contrats existants. Vous voyez l'inverse: énormément de contrats et très peu de livraisons. Il y a des acheteurs prêts à payer; ce sont les tonnes qui n'arrivent pas.

Le capital le confirme. Selon la même analyse, le capital placé a culminé en 2023 et est redescendu en 2024 et 2025 de niveaux inhabituellement élevés, tandis que le nombre de transactions restait élevé. Moins d'investisseurs participaient par tour, ce qui correspond à ce que rapportent les fournisseurs eux-mêmes: il est difficile de trouver des investisseurs qui acceptent le risque technique et l'horizon long de l'élimination durable du carbone. Les réponses montrent en outre que beaucoup d'entreprises ont levé du capital pour maintenir le fonctionnement, pas pour passer à l'échelle. C'est un secteur qui survit sur un marché qui doit encore être fabriqué.

Source : CDR.fyi et OPIS, Durable CDR Pricing Survey, publiée le 7 mai 2026 · CDR.fyi, Investment Landscape in Carbon Removal 2026, 8 janvier 2026 · Carbon Herald, New Report Highlights Pricing Gap In Durable Carbon Removal Market, 8 mai 2026

07 La demande qui doit être fabriquée

Si le diagnostic est juste, alors la conclusion politique est désagréable pour une décennie de programmes. Le soutien public du côté de la production finance une offre pour laquelle aucun acheteur ne se présente. Cela produit des prototypes, des usines et des annonces, et cela ne produit pas de marché. L'AIE a tiré cette conclusion elle-même en 2026 et recommande désormais des instruments qui agissent du côté de la demande: des quotas sectoriels qui prescrivent une part obligatoire d'hydrogène bas carbone dans le raffinage et l'industrie lourde, des contrats carbone pour différence dans lesquels les pouvoirs publics comblent l'écart entre le prix du carbone et le coût réel de réduction, et des achats publics qui créent un marché de démarrage pour l'acier vert et le ciment bas carbone.

L'Europe a déjà un tel instrument en fonctionnement, et il ne passe pas par le portefeuille de l'État mais par la frontière. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, institué par le règlement (UE) 2023/956, est entré dans sa phase définitive le 1er janvier 2026, après une phase transitoire de rapportage qui a commencé le 1er octobre 2023. Il impose un prix du carbone sur les émissions incorporées des biens importés dans six secteurs: ciment, fer et acier, aluminium, engrais, électricité et hydrogène.

Le fonctionnement est exactement l'inverse de celui de l'argent de soutien. Au lieu de rendre l'option propre moins chère, il rend l'option sale plus chère, et il le fait à l'importation afin qu'un producteur européen ne perde pas son marché au profit de quelqu'un qui ne porte pas le coût. Le 7 avril 2026, la Commission a publié le premier prix d'un certificat MACF: 75,36 euros par tonne d'équivalent dioxyde de carbone. C'est la première fois qu'un chiffre publié est posé sur le coût externe que tout ce secteur essaie d'éliminer.

L'échelle n'est en outre pas symbolique. Une fois entièrement déployé, le mécanisme couvrira plus de 50% des émissions dans les secteurs couverts par le système d'échange de quotas. En décembre 2025 s'y est ajouté un paquet d'actes d'exécution et d'actes délégués, en même temps qu'une proposition législative visant à élargir le champ d'application et à renforcer le cadre contre le contournement. La chimie et les polymères sont envisagés pour 2027 ou 2028.

Pour une entreprise de ce secteur, c'est le premier morceau de politique depuis des années qui se situe du bon côté de la transaction. Un producteur de ciment qui importe en Europe reçoit une facture qui monte à mesure que ses émissions montent. C'est la définition d'un acheteur qui est fabriqué au lieu d'être espéré. Ce qui manque figure au chapitre suivant.

Source : AIE, mise à jour de la Global Hydrogen Review, février 2026, sur le glissement vers les instruments de demande · Règlement (UE) 2023/956 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières · Commission européenne, direction générale de la fiscalité et de l'union douanière, Carbon Border Adjustment Mechanism, régime définitif à partir du 1er janvier 2026 · Commission européenne, premier prix publié du certificat MACF, 7 avril 2026 · International Carbon Action Partnership, EU CBAM enters compliance phase and outlines path ahead, janvier 2026

08 Ce qui ne colle pas encore

Commencez par l'instrument dont ce rapport vient de faire l'éloge. L'ajustement aux frontières est réel et il est lent. L'obligation financière vaut pour les importations à partir du 1er janvier 2026, mais la vente des certificats est reportée au 1er février 2027 et la première déclaration

avec restitution de certificats n'est due que le 30 septembre 2027. Il y a donc un prix publié de 75,36 euros que personne n'a payé à ce jour. Le paquet de simplification d'octobre 2025 y a ajouté une exemption pour les importations sous 50 tonnes et a abaissé l'obligation trimestrielle de 80% à 50% des émissions incorporées. La suppression progressive des quotas gratuits court jusqu'en 2034. Un acheteur qui ne paie intégralement qu'en 2034 est un acheteur qui ne justifie aujourd'hui aucune décision d'investissement.

La deuxième réserve concerne les données sur l'élimination du carbone. CDR.fyi compte les transactions rendues publiques: annonces publiques, signalements via son propre portail et connexions avec des prestataires. Les transactions que personne ne rend publiques n'y figurent pas. Cela signifie que la concentration de 78,5% est une concentration dans le marché visible, et que la répartition réelle peut être plus large que ne le montrent les chiffres. Pour l'écart de livraison, cela vaut moins, car un crédit annulé figure dans un registre.

La troisième est que l'AIE est d'accord avec les chiffres et pas avec la conclusion, et qu'elle a de bonnes raisons pour cela. Des annonces qui capotent sont normales dans tout cycle de capital, et la phase précoce d'une technologie connaît des périodes fortes et lentes en alternance. Depuis 2020, plus de deux cents projets de production ont obtenu une décision d'investissement là où se tenait alors une poignée de démonstrations. Le plus grand électrolyseur est passé de 30 mégawatts en 2021 à 500 mégawatts en 2025. Qui ne regarde que le pipeline qui baisse rate le fait qu'il se construit entre-temps réellement quelque chose.

La quatrième est que la lecture inverse de la concentration Microsoft est plus forte qu'elle n'en a l'air. Un acheteur qui porte 78,5% d'un marché est fragile, mais il prouve aussi quelque chose: quand il y a paiement, il y a livraison, et 259 fournisseurs ont pu vendre quelque chose qui n'était pas un produit il y a cinq ans. La concentration est un symptôme d'une réglementation absente et non d'un produit défaillant. Qui en conclut que la technique ne fonctionne pas lit mal les données.

Et la cinquième est la limite la plus honnête de tout le raisonnement. L'acheteur n'existe pas est une description et non une loi de la nature. Elle vaut tant que le coût externe n'est pas tarifé, et la tarification est un choix politique qui peut tomber autrement demain qu'aujourd'hui. Ce rapport peut vous dire ce que montrent les chiffres au 17 juillet 2026. Il ne peut pas vous dire si un parlement instaure un quota en 2028, et cette seule décision vaut davantage pour ce secteur que n'importe quelle courbe de coût qui s'y trouve.

Source : Commission européenne, MACF: période définitive à partir du 1er janvier 2026, première restitution de certificats le 30 septembre 2027 · International Carbon Action Partnership, EU adopts simplifications of CBAM rules ahead of the compliance phase starting in 2026 · Agence internationale de l'énergie, Global Hydrogen Review 2025, Five key questions about hydrogen · CDR.fyi, méthodologie du Durable CDR Demand Structure Snapshot, avril 2026



À propos de Venture Campus

Venture Campus est un bureau de conseil belge en financement de l'innovation. Il prépare les demandes d'aide à l'innovation, les rédige et les introduit avec le client auprès des instruments flamands, fédéraux et européens.

Tous les secteurs, produits et services sont éligibles, car les critères d'évaluation sont neutres sur le plan sectoriel. Le client apporte la technologie, le domaine et le plan. Venture Campus apporte l'instrument, les critères et le regard de l'évaluateur, appliqué avant l'introduction. Pour le type de travail abordé dans ce rapport, l'instrument O&O du VLAIO est en général le bon: 25 à 45% d'aide pour les projets de développement et 25 à 60% pour les projets de recherche, avec un maximum de 3 millions d'euros par projet. Ces pourcentages valent à la date sur la couverture.

Sur la plupart des trajets vaut le no cure, no pay: vous ne payez que lorsque l'aide est octroyée. Cela ne vaut pas pour la Strategische Transformatiesteun et ne décrit pas les trajets fiscaux.

Qui veut savoir si un projet entre en ligne de compte commence par l'analyse gratuite ou par le subsidiescan de six questions sur venturecampus.com.

SOURCES

Agence internationale de l'énergie, Global Hydrogen Review 2026, chapitres Production et Investment and innovation, juin 2026 · Agence internationale de l'énergie, Global Hydrogen Review 2025, septembre 2025 · Agence internationale de l'énergie, mise à jour de la Global Hydrogen Review, février 2026 · AIE, Low-emissions hydrogen projects are set to grow strongly despite wave of cancellations and persistent challenges · CDR.fyi, Durable CDR Demand Structure Snapshot, état au 13 avril 2026 · CDR.fyi, rapport de marché du premier trimestre 2026, mai 2026 · CDR.fyi, Durable CDR Market Update, Carbon Unbound East Coast, 19 mai 2026 · CDR.fyi, Investment Landscape in Carbon Removal 2026, 8 janvier 2026 · CDR.fyi et OPIS, Durable CDR Pricing Survey, 7 mai 2026 · Carbon Herald, compte rendu du rapport CDR.fyi du premier trimestre 2026, 20 mai 2026 · Carbon Herald, New Report Highlights Pricing Gap In Durable Carbon Removal Market, 8 mai 2026 · Carbon Herald, CDR In 2025: The Shifts And Strides That Redefined The Sector, 17 décembre 2025 · Règlement (UE) 2023/956 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières · Commission européenne, Carbon Border Adjustment Mechanism, régime définitif à partir du 1er janvier 2026, et premier prix du certificat du 7 avril 2026 · International Carbon Action Partnership, EU CBAM enters compliance phase, et EU adopts simplifications of CBAM rules

Copyright 2026 Venture Campus BV. Tous droits réservés. Cette publication est une information générale sur les évolutions du secteur et ne constitue pas un conseil technique, fiscal, juridique ou financier. La technologie, la réglementation et la situation de marché décrites valent à la date mentionnée sur la couverture et peuvent changer; consultez toujours les sources citées et les instances compétentes. La mention d'entreprises, de produits ou de technologies ne vaut pas recommandation. Aucun droit ne peut être tiré de cette publication.